

BULLETIN DES LOIS
DU
ROYAUME DE WESTPHALIE.

1812.

N° 8.

Gesetz-Bulletin
des
Königreichs Westphalen.

N° 8.

Tome I. An 1812.

Gesetz-Bulletin.

Nro 8.

(Nr. 31.) Königliches Decret vom 5ten Februar 1812, welches verordnet, 1) daß die lutherische Gemeinde zu Dassel ermächtigt wird, den Katholiken der Cantons Dassel und Markoldendorf zu gestatten, in der ihr gehörigen Kirche ihren Gottesdienst zu halten; 2) daß der Minister des Innern durch ein Reglement die zu einem jeden dieser beiden Gottesdienste bestimmten Tage und Stunden festsetzen soll.

(Nr. 32.) Gutachten des Staatsrathes über die Abzüge, welche die Pächter von dem Pachtzins für die Consumptionssteuern zu machen verlangen.
(Sitzung vom 15ten Februar 1812.)

Der Staatsrath, nach angehörtem Bertrage der beiden Sectionen der Justiz und des Innern und der Finanzen über den von Sr. Majestät ihm zugeschicktem Bericht des Justizministers, welcher die Frage betrifft:

„ ob die Pächter die Consumptions-Steuern, welche sie nach den Gesetzen des Königreiches zu entrichten verbunden sind, von dem Pachtzins abziehn und so diese Abgaben dem Verpächter auflegen können? “

in Erwāgung, daß die Consumptions-Steuern persönliche Abgaben sind, und von denen getragen werden sollen, welche die zur Consumption bestimmten Sachen verbrauchen;

dass, wenn gleich die Pächter, welche Bier und Branntwein versetzen, davon der Staats-Casse die auf diese Gegenstände gelegten Steuern entrichten

BULLETIN DES LOIS.

N° 8.

(No. 31.) *DÉCRET ROYAL du 5 février 1812, portant 1o que la communauté luthérienne de Dassel est autorisée à permettre aux catholiques des Cantons de Dassel et de Markoldendorf l'exercice de leur culte dans l'église qui lui appartient; 2o que le Ministre de l'Intérieur déterminera par un règlement les jours et heures qui seront affectés à l'exercice de chacun des deux cultes.*

(No. 32.) *Avis du Conseil d'Etat sur la déduction des droits de consommation, que les fermiers prétendent faire du prix de leur bail.*

(Séance du 15 février 1812.)

Le Conseil d'Etat, qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport des Sections réunies de la Justice et des Finances sur celui du Ministre de la Justice, ayant pour objet la question de savoir si les fermiers peuvent déduire du prix de leur bail, et faire supporter aux propriétaires, les droits de consommation qu'ils sont tenus d'acquitter en vertu des lois du Royaume;

Considérant que l'impôt sur les consommations est personnel, et doit être supporté par ceux qui usent des choses destinées à la consommation;

Que, si les fermiers qui fabriquent de la bière ou des eaux-de-vie sont obligés d'acquitter envers le trésor public les droits dus sur leurs objets, ces droits doivent, en dernier résultat,

être supportés par le consommateur ; que le fabricant ne fait que les avancer , et que l'acheteur , en payant un prix plus élevé , indemnise le fabricant de son avance ;

Qu'en supposant qu'un fermier de terres , jouissant autrefois de la franchise des impôts , ait consenti , à raison de cette franchise , à payer un plus haut prix de bail , le propriétaire n'est pas tenu pour cela à l'indemniser de pertes dont la cause n'aurait pas existé dès le temps du bail , et ne procède pas de son fait ;

Que cependant la garantie de la franchise des droits d'accise , ou la restitution de tout ce que le fermier serait tenu de payer à titre d'accise ou d'impôts sur la consommation , a pu être expressément stipulée dans des anciens contrats de bail ;

EST D'AVIS :

Que les fermiers ne sont fondés ni à déduire du prix de leur bail ce qui a été payé par eux pour droits de consommation , ni à en demander la restitution , à moins que la franchise ou la restitution n'ait été expressément stipulée et garantie dans le contrat de bail ;

Et que le présent Avis soit inséré au bulletin des lois.

Pour extrait conforme : Le Secrétaire-général Signé : HUGOT.

Approuvé à Cassel , le 18 février 1812.

Signé : JÉROME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé : COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

müssen , diese Steuern dennoch am Ende nur denen zur Last fallen sollen , welche jene Gegenstände verzehren ; daß der Fabrikant solche nur vorschreibt und für den Vorschuß von dem Käufer durch einen höheren Preis entschädiget wird ;

daß wenn man auch annimmt , daß der Pächter vormals steuerfreier Güter wegen der Steuerfreiheit einen höheren Pachtzins zu bezahlen übernommen habe , der Eigentümer darum doch noch nicht verbunden ist , ihn wegen eines Verlustes zu entschädigen , von dem die Ursache zur Zeit des Contractes nicht vorhanden war , und den er durch seine Handlungen nicht veranlaßt hat ;

daß gleichwohl in ältern Contracten eine Gewährleistung für die Accise - Freiheit oder die Wiedererstattung desjenigen , was der Pächter an Accise oder Consumtions - Steuer bereinst zu bezahlen gezwungen midte , ausdrücklich bedungen seyn kann ;

ist der Meinung ,

daß die Pächter nicht befugt sind , das , was sie an Consumtions - Steuern bezahlt haben , am Pachtzins abzuziehen , noch dessen Wiedererstattung vom Verpächter zu fordern , wenn nicht die Gewährleistung der Steuerfreiheit und die Wiedererstattung des ausgelegten Steuerbetrages ausdrücklich im Pachtcontracte bedungen und versprochen ist , und daß dieß Gutachten in das Gesetzbülllein einzurücken sey .

Für die Uebereinstimmung des Auszuges :
der General-Secrétaire , unterzeichnet : Hugot.

Genehmigt zu Cassel , am 18ten Februar 1812.

Unterschrieben : Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs .
Der Minister Staats-Secrétaire ,
unterschrieben : Graf von Fürstenstein .

(N° 33.) *DÉCRET ROYAL du 18 février 1812, portant création d'une Direction-générale d'Artillerie et Génie, et réunion du Génie militaire et du Génie civil.*

JÉROME NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu Notre décret du 1^{er} août 1809, portant organisation de l'administration des ponts et chaussées et édifices publics,

Et celui du 29 octobre 1810, portant établissement d'une Ecole d'artillerie;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Nos services de l'artillerie et du génie militaire, et du génie civil, seront réunis sous une seule Direction-générale, qui aura la dénomination de *Direction-générale de l'artillerie et génie*.

Art. 2. Cette Direction-générale sera, pour tous les travaux militaires sous l'autorité de Notre Ministre de la Guerre, et pour tous les travaux civils sous celle de Notre Ministre de l'Intérieur.

Art. 3. Elle aura pour attributions :

1^o Le commandement des troupes de l'artillerie et du génie, lesquelles ne feront qu'un seul corps, qui portera la dénomination de *Corps royal de l'artillerie et génie*;

2^o Les constructions et le matériel de l'artillerie ;

3^o Les travaux de fortification permanente et passagère ;

(Nr. 33.) Königliches Decret vom 18ten Februar 1812, die Errichtung einer General - Direction der Artillerie und des Geniewesens, und die Vereinigung des Kriegs - und Civil-Geniewesens betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz rc. rc.

haben, nach Ansicht des Decretes vom 1sten August 1809, über die Errichtung einer Verwaltung der Brücken, Chausseen und öffentlichen Gebäude; und des Decretes vom 29ten October 1810, über die Errichtung einer Schule der Artillerie und des Geniewesens;

auf den Bericht Unseres Ministers des Innern, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen:

Art. 1. Die Artillerie und das Kriegs- und Civil-Geniewesen sollen in Zukunft zu einer General - Direction, welche den Namen: General - Direction der Artillerie und des Geniewesens führen wird, gehören.

Art. 2. Diese soll in Hinsicht aller Militair-Bauten unter den Befehlen Unseres Kriegsministers, in Hinsicht aller Civil - Bauten aber unter den Befehlen Unseres Ministers des Innern stehen.

Art. 3. Zu ihrem Geschäftskreise sollen gehören:

1) das Commando über die Truppen der Artillerie und des Geniewesens, welche, unter der Bezeichnung: Königliches Corps der Artillerie und des Geniewesens, nur ein einziges Corps bilden sollen;

2) die Bauten und das Materielle der Artillerie;

3) die Festungs-Bauten und dahin gehörigen Arbeiten, sowohl die bleibenden als nicht bleibenden;

4^o La construction et entretien des routes, des ponts et des canaux de navigation, et en général tous les travaux ayant pour objet la voirie et la navigation intérieure;

5^o Enfin la construction et entretien de tous les bâtimens militaires.

Art. 4. L'inspection-générale des édifices publics civils, appartenant tant à l'Etat qu'aux communes, ne sera pas comprise dans les attributions de la Direction-générale de l'artillerie et génie, et continuera à former une administration séparée sous l'autorité immédiate de Notre Ministre de l'Intérieur.

Art. 5. Les ingénieurs civils, maintenant en fonctions, sont conservés, mais ils seront divisés en deux classes: les uns seront exclusivement employés à la direction et exécution des travaux publics, désignés à l'article 3, No. 4 et 5, et seront sous l'autorité de la Direction-générale de l'artillerie et génie, avec la dénomination d'*Ingénieurs civils*; les autres resteront, avec la dénomination d'*Architectes civils*, sous l'autorité immédiate de Notre Ministre de l'Intérieur, dans l'administration des bâtimens mentionnée à l'article précédent.

Art. 6. Les élèves et conducteurs actuels de l'administration des ponts et chaussées et édifices publics sont conservés, et seront aussi divisés en deux classes; la première sera attachée à la classe des ingénieurs civils, la deuxième, attachée à la classe des architectes, appartient à l'administration des bâtimens civils.

Les examens à subir, conformément aux dispositions de Notre décret du 1^{er} août 1809 et

- 4) der Bau und die Unterhaltung der Wege, Brücken und Schiffahrts-Canäle, und überhaupt alle Arbeiten, welche auf den Wegbau und die innere Schiffahrt Bezug haben;
- 5) endlich die Erbauung und Unterhaltung aller Militairgebäude.

Art. 4. Die Oberaufsicht über die öffentlichen Civilgebäude, sie mögen ein Eigenthum des Staats oder der Gemeinden seyn, soll nicht zu dem Geschäftskreise der General-Direction der Artillerie und des Geniewesens gehören, sondern nach wie vor eine abgesonderte Verwaltung unter den unmittelbaren Befehlen Unseres Ministers des Innern bilden.

Art. 5. Die jetzt angestellten Civil-Baumeister sollen zwar beibehalten, aber in zwei Classen getheilt werden. Die eine derselben soll ausschließlich zur Leitung und Ausführung der im Art. 3. Nr. 4 und 5 angeführten öffentlichen Arbeiten gebraucht und unter dem Namen: Civil-Ingenieurs zu der General-Direction der Artillerie und des Geniewesens gehören; die andere aber unter der Bezeichnung von Architecten bei der im vorhergehenden Artikel erwähnten Verwaltung des Bauwesens, welche unter den unmittelbaren Befehlen Unseres Ministers des Innern steht, bleiben.

Art. 6. Die jetzigen Eleven und Conducteurs, welche bei der Verwaltung der Brücken, Chausseen und öffentlichen Gebäude angestellt sind, sollen gleichfalls beibehalten und in zwei Classen getheilt werden; die erste soll bei den Civil-Ingenieurs angestellt werden, die andere aber bei den Architecten angestellt werden, und zur Verwaltung des Bauwesens gehören.

Die Prüfungen, welche die bei der Classe der Civil-Ingenieurs angestellten Conducteurs und Eleven, in

de l'arrêté de Notre Ministre des Finances du 11 mars dernier, par les conducteurs et élèves qui seront attachés à la classe des Ingénieurs civils en exécution du présent décret, seront faits par l'examinateur de Notre école royale d'artillerie et génie, en présence et avec le concours du conseil-général de la Direction-générale de l'artillerie et génie, aux mêmes époques et avec les mêmes formalités que pour les élèves de ladite école.

Art. 7. La division en deux classes des ingénieurs civils, des élèves et conducteurs, sera effectuée définitivement pour le 1^{er} janvier 1813, et Notre Ministre de l'Intérieur, présentera avant cette époque, à Notre approbation, les propositions du Directeur-général de l'artillerie et génie.

Art. 8. Les ingénieurs civils et les officiers du corps royal de l'artillerie et génie, qui seraient employés dans les départemens en qualité d'ingénieurs, pourront aussi être chargés, sur la demande des Préfets et sous l'approbation du Directeur-général, d'exécuter ou faire exécuter des travaux ou constructions désignés à l'article 4, et dépendans de l'administration publique et de celle des départemens et communes. De même Notre Directeur-général de l'artillerie et génie pourra, sous l'approbation de Notre Ministre de l'Intérieur, employer les architectes civils aux travaux publics désignés à l'art. 3 Nos 4 et 5, mais seulement pour les travaux qui s'exécuteront dans l'arrondissement de leur résidence.

Art. 9. Il y aura à Cassel un Conseil-général de l'artillerie et génie, composé du Directeur-général de l'artillerie et génie, président, d'un offi-

Gemäßheit der Verfügungen Unseres Decretes vom 1^{ten} August 1809 und des Beschlusses Unseres Finanzministers vom 11ten März 1811, zu bestehen haben, sollen durch den Examinator Unserer Königlichen Schule der Artillerie und des Geniewesens, in Gegenwart des General-Conseils der General-Direction der Artillerie und des Geniewesens, gehalten werden, und zwar zu derselben Zeit und mit denselben Formlichkeiten, welche für die Eleven der gedachten Schule vorgeschrieben sind.

Art. 7. Die Vertheilung der Baumeister, der Eleven und Conducteurs in zwei Classen soll den 1^{sten} Januar 1813 beendigt seyn, und Uns daher, vor diesem Zeitpunkte, durch Unseren Minister des Innern, auf den Vorschlag Unseres General-Directors der Artillerie und des Geniewesens, zur Genehmigung vorgelegt werden.

Art. 8. Den Civil-Ingenieurs und den Officieren Unseres Artillerie- und Genie-Corps, welche in den Departements als Ingenieurs angestellt sind, kann, auf Ansuchen der Präfeten, und mit Genehmigung des General-Directors, der Auftrag ertheilt werden, auch solche Arbeiten und Bauten, deren der Art. 4. erwähnt, auszuführen oder ausführen zu lassen, wenn sie von der öffentlichen Verwaltung, der der Departements oder der Gemeinden abhängig sind.

Eben so soll es auch Unserem General-Director der Artillerie und des Geniewesens erlaubt seyn, mit Genehmigung Unseres Ministers des Innern, die Civil-Architecten zu den im Art. 3, Nr. 4 und 5 genannten Arbeiten, zu gebrauchen; jedoch nur zu solchen, welche in dem ihnen angewiesenen Arrondissement ausgeführt werden.

Art. 9. Es soll zu Cassel ein General-Conseil der Artillerie und des Geniewesens seyn, und aus

cier supérieur du Corps royal de l'artillerie et génie , de deux officiers du même Corps ou de deux ingénieurs civils.

Il y aura aussi près Notre Ministre de l'Intérieur un Conseil supérieur des bâtimens , composé de trois architectes , dont un , président , aura le titre d'Inspecteur - général.

Les deux Conseils se réuniront sous la présidence de Notre Directeur-général de l'artillerie et génie , pour la discussion des plans et projets , dont l'exécution serait en rapport avec les deux branches du service des ingénieurs et architectes civils.

Art. 10. Les deux inspecteurs , maintenant employés près la Direction actuelle des ponts et chaussées et bâtimens publics , resteront attachés en la même qualité à la Direction - générale de l'artillerie et génie .

Art. 11. Les élèves et conducteurs actuels du génie civil auront la faculté de suivre les cours de l'école de l'artillerie et génie comme externes , ou d'être admis à l'école en payant la pension entière de 1000 francs. Ils y seront reçus sur leur demande , sans être obligés de subir l'examen préalable , exigé par Notre décret du 29 octobre 1810 sur la création de ladite école ; mais ils seront , dans les deux cas , soumis à la même discipline que les élèves. Ils auront aussi la faculté de concourir , lors des examens de

dem General-Director der Artillerie und des Geniewesens , als Präsidenten , aus einem Staabsofficiere des Artillerie - und des Genie - Corps , und aus zwei Officieren desselben Corps , oder aber aus zwei Civil - Ingenieurs bestehen.

Es soll gleichfalls Unserem Minister des Innern ein aus drei Architecten bestehender Oberbaurath beigegeben werden , von denen einer den Vorsitz mit dem Titel eines General - Inspectors führen soll.

Diese beiden Conseils sollen unter dem Vorsitz Unseres General - Directors der Artillerie und des Geniewesens wegen derjenigen Vorschläge und Pläne zusammentreten , deren Ausführung sowohl den Geschäftskreis der Ingenieurs als den der Architecten betrifft.

Art. 10. Die bei der jekigen Direction der Brücken , Chausseen und öffentlichen Gebäude angestellten beiden General - Inspectoren , sollen in gleicher Eigenschaft bei der General - Direction der Artillerie und des Geniewesens , angestellt bleiben.

Art. 11. Den jekigen Eleven und Conducteurs des Civil - Geniewesens soll es frei stehen , entweder als Fremde den Vorlesungen der Artillerieschule beizuhören , oder sich gegen Erlegung der ganzen Pension von 1000 Franken in die Schule aufzunehmen zu lassen. Die Aufnahme soll auf ihr Ansuchen geschehen , ohne daß sie erst die , durch Unser Decret vom 29sten October 1810 , über die Errichtung der gedachten Schule , vorgeschriebene Prüfung zu bestehen haben.

In dem einen sowohl , als in dem andern Falle stehen sie jedoch unter derselben Disciplin , der die Eleven unterworfen sind.

Sie sollen gleichfalls zu den bei der Aufnahme in die Schule vorgeschriebenen Prüfungen zugelassen

l'école, pour y être reçus, en satisfaisant aux dispositions de Notre susdit décret du 29 octobre 1810.

Art. 12. Ceux des élèves et conducteurs actuels attachés à la classe des ingénieurs civils, qui ne seront point admis à ladite école en qualité d'élèves, ne seront susceptibles que de devenir ingénieurs civils, mais non officiers dans Notre Corps royal de l'artillerie et génie.

Art. 13. Néanmoins, si parmi les ingénieurs civils actuels, ou parmi les élèves et conducteurs aussi actuels qui seront placés dans la classe des ingénieurs civils, il se trouve des sujets ayant les connaissances et capacités requises, ils seront susceptibles d'être nommés, s'ils le désirent, officiers dans Notre Corps royal de l'artillerie et génie, et leur nomination aura lieu d'après les formalités que Nous déterminerons ultérieurement sur le rapport de Notre Ministre de la Guerre.

Art. 14. Les emplois des ingénieurs civils attachés au service de l'artillerie et génie, qui viendront à vaquer à l'avenir, ne pourront être occupés que par des officiers de Notre Corps royal de l'artillerie et génie, sauf les droits des élèves et conducteurs actuels des ponts et chaussées qui, compris dans la première classe, article 6, n'auront pas été admis à l'école de l'artillerie et génie comme élèves.

Art. 15. A compter du 1^{er} janvier 1813, le nombre des élèves de Notre école royale de l'artillerie et génie sera porté à trente, dont huit à pension entière aux frais du Gouvernement, douze à demi-pension aux frais du Gouvernement, l'autre moitié de la pension étant payée par l'élève, et dix à pension entière aux frais de l'élève.

werden, wenn sie den Vorschriften Unseres vorhin erwähnten Decretes vom 29sten October 1810 ein Genüge leisten.

Art. 12. Diejenigen der jehigen Eleven und Conducteurs, welche den Civil-Ingenieurs beigegeben, jedoch nicht in die gebachte Schule als Eleven aufgenommen werden, können wohl Civil-Ingenieurs, nicht aber Officiere in Unserem Artillerie- und Genie-Corps werden.

Art. 13. Sollten jedoch unter der Zahl der Civil-Ingenieurs oder der jehigen Eleven und Conducteurs, welche als Civil-Ingenieurs werden ange stellt werden, sich Subjecte befinden, welche die nothigen Kenntnisse und Fähigkeiten besitzen, so sollen dieselben, wenn sie es wünschen, zu Officieren in Unserem Artillerie- und Genie-Corps ernannt werden können, und ihre Ernennung soll sodann mit den Formlichkeiten, welche Wir, auf den Bericht Unseres Kriegsministers festzusezen Uns vorbehalten, geschehen.

Art. 14. Die erledigten Stellen der bei der Artillerie und dem Geniewesen angestellten Civil-Ingenieurs, sollen in Zukunft nur mit Officieren Unseres Artillerie- und Genie-Corps besetzt werden; jedoch unbeschadet der Ansprüche der Eleven und Conducteurs der Brücken und Chausseen, welche, in die erste Classe des Art. 6 gehörend, nicht als Eleven in die Artillerieschule werden aufgenommen seyn.

Art. 15. Vom 1^{ten} Januar 1813 an, soll die Zahl der Eleven Unserer Schule der Artillerie und des Geniewesens bis auf dreißig vermehrt werden, und zwar dergestalt, daß für acht derselben das Gouvernement die ganze, für zwölf die halbe Pension, und die andere Hälfte der Elève bezahlt, die übrigen zehn Eleven aber die ganze Pension selbst bezahlen müssen.

Art. 16. Il sera employé près ladite école de l'artillerie et génie un professeur et un maître d'art de plus ; le professeur pour l'architecture civile, et le maître d'art pour le dessin.

Le premier aura un traitement annuel de trois mille francs ; et le second un traitement aussi annuel de neuf cents francs, et en outre une rétribution qui sera fixée par le gouverneur de l'école et payée par les élèves comme pour les autres maîtres d'art.

Art. 17. L'examinateur de Notre école royale de l'artillerie et génie aura un traitement annuel de mille francs, et ce à compter du 1^{er} janvier 1812.

Art. 18. Pour subvenir aux dépenses résultant de l'augmentation des élèves et professeurs, et du traitement de l'examinateur, désignés aux trois articles précédens, le budget de l'école d'artillerie et génie sera augmenté de douze mille six cents francs, qui seront compris dans celui de Notre Ministre de la Guerre ; savoir :

Pour le traitement de l'examinateur, mille francs, ci 1000 fr.

Pour la pension de trois élèves de plus aux frais du Gouvernement, trois mille francs, ci 3000 ,

Pour la demi-pension de sept élèves de plus aux frais du Gouvernement, trois mille cinq cents francs, ci 3500 ,

Pour le traitement d'un professeur d'architecture civile, trois mille francs, ci 3000 ,

Pour celui du maître de dessin, neuf cents francs, ci 900 ,

Pour celui de deux domestiques, aussi de plus, douze cents francs, ci 1200 ,

Somme pareille 12600 fr.

Art. 16. Es soll bei der gedachten Schule der Artillerie und des Geniewesens noch ein Lehrer für die Civilbaukunst, und ein anderer für das Zeichnen angestellt werden.

Der erstere soll einen jährlichen Gehalt von 3000 Fr., der zweite einen jährlichen Gehalt von 900 Fr. beziehen, und außerdem noch, gleich den übrigen Lehrmeistern, ein von dem Gouverneur der Schule zu bestimmendes Honorar von den Eltern bekommen.

Art. 17. Der Examinator Unserer Schule der Artillerie und des Geniewesens soll einen jährlichen Gehalt von 1000 Franken, und zwar von dem 1^{ten} Januar 1812 an gerechnet, beziehen.

Art. 18. Zur Bestreitung der, durch die Vermehrung der Eleven und Lehrer, und durch den Gehalt des Examinators entstehenden, in den drei vorhergehenden Artikeln erwähnten Kosten, soll das Budget der Schule der Artillerie und des Geniewesens um 12,600 Franken vermehrt, und diese Summe dem Budget Unseres Kriegsministers hinzugefügt werden;

nämlich :

für den Gehalt des Examinators . . . 1,000 Fr.

für die ganze Pension von noch drei Eleven, welche vom Gouvernement bezahlt wird 3,000

für die halbe Pension von noch sieben Eleven, welche gleichfalls vom Gouvernement bezahlt wird 3,500

für den Gehalt eines Lehrers der Civil-Baukunst 3,000

für den Gehalt eines Lehrers der Zeichenkunst 900

für den Gehalt von noch zwei Aufwärtern 1,200

zusammen : 12,600 Fr.

Ces dépenses seront acquittées conformément aux dispositions de Notre décret du 29 octobre 1810 sur la création de l'école d'artillerie et génie.

Art. 19. Nos décrets précités des 1^{er} août 1809 et 29 octobre 1810, sont maintenus en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

Art. 20. Nos Ministres de la Guerre, de l'Intérieur, et des Finances, et Notre Intendant-général du trésor, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Résidence royale de Cassel,
le 18 février 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉROME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Certifié conforme :

Le Ministre de la Justice,
SIMÉON.

Diese Kosten sollen in Gemäßheit der Bestimmungen Unseres Decretes vom 29sten October 1810 über die Errichtung der Schule der Artillerie und des Geniewesens, bezahlt werden.

Art. 19. Unsere vorhin angeführten Decrete vom 1^{sten} August 1809 und 29sten October 1810 behalten in allen Puncten, welche dem gegenwärtigen Decrete nicht zuwider sind, ihre Gültigkeit.

Art. 20. Unsere Minister des Kriegs, des Innern und der Finanzen, und Unser General-Intendant des Staats-Schäzes sind, ein jeder in so weit es ihn betrifft, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbülllein eingefügt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserer Königlichen Residenz zu Cassel, am 18ten Februar 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung.

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,

unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

Als gleichlautend bescheinigt:

Der Justiz-Minister,

Simeon.